

« Nucléaire mon amour » par Eric Besson

C'est une déclaration d'amour au nucléaire à laquelle se livre le Ministre Eric Besson dans le rapport de sa commission Energies 2050. Les conclusions sont chargées d'une évidente tendresse à l'égard de l'atome qui flirte souvent avec... un grossier parti pris. Indigne de la fonction gouvernementale.

Le nucléaire, au cœur de la commission

Au moment de constituer cette commission censée lancer les bases de la stratégie énergétique française à l'horizon 2050, Eric Besson n'avait pu cacher son penchant en convoquant un comité de cadrage composé de *personnalités qualifiées* largement acquises à la cause nucléaire¹. Il avait également tenté de verdir sa démarche en conviant nos associations par voie de presse. Par souci d'honnêteté intellectuelle, nous avons refusé d'y participer.

La surprise était alors venue des déclarations du Ministre qui – en marge de la création de la commission - en dévoilait déjà les conclusions: « *Je suis convaincu qu'à terme de vingt ou trente ans, la France a besoin d'un socle d'environ deux tiers d'électricité d'origine nucléaire.* »²

Prêt à tout pour l'EPR

Pour établir le cœur de son raisonnement, la commission table sur un fort développement de l'EPR. EDF y assure pouvoir produire pas moins de 5 EPR par an. Pour rappel, cela fait 7 ans que le chantier de l'EPR finlandais est prolongé, et on ne sait toujours quand – ni si – il sera fini un jour. En matière de technologie *mûre*, on a vu mieux !

Du côté des coûts de production du MWh électrique, le rapport Besson compare les différentes techniques et se réfère à des sources qui semblent sérieuses : l'OCDE et de l'Agence internationale de l'énergie. Naturellement, le nucléaire y apparaît comme la technique la moins coûteuse. En réalité, ce n'est pas l'OCDE mais l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE qui est à l'origine de ces données³ et les chiffres des coûts du nucléaire en France y sont fournis par... EDF. Il aurait été plus honnête (mais moins convaincant) de citer directement EDF !

Surtout, le rapport estime à 57 €/MWh le coût de l'EPR, contre 73 pour l'éolien, alors que la grande majorité des études internationales⁴ concluent que le nucléaire est aujourd'hui plus coûteux que l'éolien. Même en France, la Cour des Comptes, dans son dernier rapport, estime le coût de production futur de Flamanville entre 70 et 90 €/MWh"

¹ <http://www.actu-environnement.com/ae/news/besson-ppi-commission-13439.php4>

² Le Monde, 8 juillet 2011 - *Electricité : Besson prône deux tiers de nucléaire à l'horizon 2050*

³ Agence pour l'énergie nucléaire et Agence internationale de l'énergie : *Coûts prévisionnels de production de l'électricité*, Édition 2010, Paris

⁴ Le ministère de l'énergie des États-Unis aboutit à un coût de 114 \$/MWh pour le nucléaire contre 96 pour l'éolien terrestre : *Levelized Cost of New Generation Resources in the Annual Energy Outlook 2011*, http://www.eia.gov/forecasts/aeo/electricity_generation.cfm

LE RAC-F EN BREF

Le Réseau Action Climat-France (RAC-F) est une association spécialisée sur le thème des changements climatiques. Il regroupe 18 organisations nationales de protection de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de solidarité internationale. Sa mission est d'informer les citoyens sur les changements climatiques et d'influer pour des politiques plus ambitieuses afin de limiter ces perturbations : www.rac-f.org

Dépendant, mais refuse de l'admettre

En France, on n'a pas de pétrole...ni d'uranium d'ailleurs, la dernière mine ayant fermé en 2001. Mais grâce à une entourloupe comptable⁵, le nucléaire est considéré comme une énergie primaire (source d'énergie naturelle avant transformation), ce qui permet à la France de se targuer de détenir de grandes *ressources nucléaires*. En réalité, l'argument de l'indépendance énergétique – pierre angulaire de l'acceptabilité de l'atome - est un mythe : 100% de l'uranium utilisé est importé, la plupart provenant de zone géopolitiques sensibles.

L'amour rend aveugle

Aveuglée par l'obsession de porter aux nues son énergie préférée, la commission assimile l'énergie à l'électricité et n'évoque pratiquement pas le devenir des énergies fossiles ou les objectifs en matière de lutte contre le changement climatique. Pour rappel, l'électricité ne représente que 22,4%⁶ de notre consommation totale d'énergie finale. La commission *Energie 2050* a donc fait le choix de négliger le devenir de...77,6% de nos besoins en énergie.

Aussi, le rapport Besson propage sans aucun recul le cliché mensonger d'un nucléaire bon pour le climat. C'est oublier que, de l'extraction de l'uranium à la construction des centrales en passant par la fabrication du combustible, l'industrie du nucléaire émet des quantités non négligeables de gaz à effet de serre (environ 65 g de CO₂ par kWh⁷).

De même, le rapport dénie la portée d'une politique ambitieuse d'économies d'énergies qui est pourtant un axe incontournable de l'essor des énergies renouvelables et de la mise en place d'une trajectoire durable. Il table sur une augmentation effrénée de la consommation électrique à laquelle seul le nucléaire saurait répondre – forcément.

La France mise en danger par cette idylle

L'histoire pourrait être comique si elle était fictive. Mais la tragique réalité est bien que le gouvernement français s'entête *coûte que coûte* à pousser l'industrie nucléaire, au prix de risques financiers et environnementaux immenses pour notre pays allant même jusqu'à procéder à des études officielles biaisées.

Le rapport incite ainsi à prolonger au delà de 40 ans des centrales qui ont été construites pour durer 30 ans, avec les risques évidents que ces prolongations impliquent (certaines pièces, comme la cuve des réacteurs, ne sont pas remplaçables et montrent des signes d'usure dès 30 ans de fonctionnement).

Les français ont-ils leur mot à dire ? Non. Les deux scénarios qui présentaient une alternative au tout nucléaire ont été balayés d'un revers de main, alors que le rapport préconise de *"s'interdire toute fermeture qui n'aurait pas été décidée par l'exploitant"*.

Le Réseau Action Climat et ses associations membres sont choquées par le manque de sérieux et de bonne foi de ce rapport. Elles exigent du gouvernement français de faire preuve de responsabilité et d'honnêteté à l'égard des citoyens français et de profiter du contexte actuel de campagnes électorales pour favoriser un débat ouvert et sain sur les questions liées à la nécessaire transition énergétique.

-> Découvrez l'analyse critique de l'étude Commission Energies 2050, par Benjamin Dessus et Bernard Laponche. (<http://goo.gl/lu7UB>)

Contact : Marc Mossalgue : Réseau Action Climat – France : 01 48 58 83 92

⁵ Voir la note de B. Dessus et B. Laponche, <http://goo.gl/lu7UB>

⁶ Bilan énergétique de la France pour 2010, <http://goo.gl/OAlfQ>

⁷ Valuing the greenhouse gas emissions from nuclear power: A critical survey, Benjamin K. Sovacool, Energy Policy, juin 2008

LE RAC-F EN BREF

Le Réseau Action Climat-France (RAC-F) est une association spécialisée sur le thème des changements climatiques. Il regroupe 18 organisations nationales de protection de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de solidarité internationale. Sa mission est d'informer les citoyens sur les changements climatiques et d'influer pour des politiques plus ambitieuses afin de limiter ces perturbations : www.rac-f.org